

LES RESSOURCES YORBEAU INC.
(“Yorbeau” ou la “Société”)

Rapport de gestion
pour la période terminée le 31 mars 2015

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 14 mai 2015 et devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2015 de la Société et les notes y afférentes, ainsi qu’avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l’exercice clos le 31 décembre 2014 et le rapport de gestion annuel connexe. Les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités du premier trimestre de 2015 de la Société et les notes y afférentes ont été préparés selon les Normes internationales d’information financière (les « IFRS ») et la Norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire (l’« IAS 34 »), publiée par l’International Accounting Standards Board (l’« IASB ») et selon les méthodes comptables décrites ci-après.

Certains énoncés contenus dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés comportent des risques, des incertitudes et d’autres facteurs connus et inconnus qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux qui avaient été envisagés dans les énoncés prospectifs. La Société est d’avis que les prévisions reflétées dans ces énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables mais rien ne garantit que ces prévisions s’avéreront exactes.

Général

Au cours de la période terminée le 31 mars 2015, la Société a complété l’acquisition de la presque totalité des actifs d’exploration de Ressources Cogitore Inc. (« Cogitore ») en contrepartie de l’émission de 25 millions d’actions. Les actifs d’exploration acquis par Yorbeau consistent en sept propriétés d’exploration de métaux de base situées dans la très prometteuse ceinture d’Abitibi du Québec et de l’Ontario ainsi qu’une carothèque située à Chibougamau et tous les équipements, les registres et les données se rapportant à ces propriétés.

Au cours de la période, la Société a également commencé son programme d’exploration 2015 estimé à 1,4 million \$. Le programme comprendra un total de 7 500 mètres de forage au diamant sur la propriété Rouyn et sur deux des propriétés qui ont été acquises de Cogitore, les projets Selbaie Ouest et Scott Lake. Le programme d’exploration 2015 comprendra également la compilation de toutes les données précédentes sur la propriété Beschefer incluant une série de coupes transversales géologiques et la préparation d’une proposition d’un programme d’exploration complet.

La Société continue présentement son évaluation des autres propriétés acquises de Cogitore ainsi que des propriétés acquises en vertu de la fusion avec Mines Cancor Inc. (« Cancor ») afin d’optimiser ses activités d’exploration futures.

Résultats des activités

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, la Société a réalisé une perte de 165 030 \$ comparativement à une perte de 325 717 \$ pour la période correspondante de l’année précédente. Ceci représente une perte de 0,01 \$ par action. Les revenus pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015 ont totalisé 93 939 \$ (incluant un élément hors trésorerie de 72 917 \$) comparativement à 48 815 \$ pour la période terminée le 31 mars 2014. Les charges pour la période se sont élevées à 258 969 \$ (incluant des éléments hors trésorerie de 30 435 \$) comparativement à 374 532 \$ (incluant des paiements hors trésorerie fondés sur des actions de 72 353 \$) pour la période se terminant le 31 mars 2014. Les charges administratives pour la période ont diminué de 71 830 \$ comparativement à la période correspondante de l’année précédente principalement en raison d’une diminution des honoraires professionnels et du coût des relations avec les investisseurs. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, la Société a encouru un total de 452 725 \$ en propriétés minières et travaux

d'exploration comparativement à 1 750 \$ pour la période correspondante de l'année précédente, dont la majorité ont été dépensés sur les propriétés Selbaie Ouest et Rouyn.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière trimestrielle choisie pour chacun des huit plus récents trimestres complétés :

<u>Trimestre terminé le</u>	<u>Revenus</u>	<u>Perte nette</u>	<u>Perte nette par action, de base et diluée</u>
31 mars 2015	93 939 \$	(165 030) \$	(0,01) \$
31 décembre 2014	16 880 \$	(228 694) \$	(0,01) \$
30 septembre 2014	18 184 \$	(361 672) \$	(0,01) \$
30 juin 2014	41 852 \$	(603 716) \$	(0,01) \$
31 mars 2014	48 815 \$	(325 717) \$	(0,01) \$
31 décembre 2013	32 690 \$	(314 528) \$	(0,01) \$
30 septembre 2013	39 989 \$	(269 241) \$	(0,01) \$
30 juin 2013	0 \$	(324 342) \$	(0,01) \$

Liquidité

La Société finance ses activités principalement par la vente de ses actions. La Société considère également d'autres alternatives de financement, tel que du financement par entreprise en coparticipation et/ou par la vente de redevances.

Au 31 mars 2015, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements temporaires de la Société totalisaient 1 409 640 \$ comparativement à 1 916 083 \$ au 31 décembre 2014. Le fonds de roulement au 31 mars 2015 était de 973 163 \$ comparativement à 1 580 290 \$ au 31 décembre 2014. La diminution du fonds de roulement résulte des dépenses corporatives continues de la Société et des coûts se rapportant à son programme d'exploration 2015 sur ses propriétés.

La direction prévoit que le fonds de roulement disponible de la Société sera insuffisant pour fournir à la Société un financement adéquat afin de couvrir son budget de frais généraux administratifs et de rencontrer ses obligations à court terme. Par conséquent, la Société devra obtenir du financement supplémentaire en 2015.

Ressources en capital

La Société s'est engagée à effectuer des travaux de prospection et d'exploration admissibles pour un montant de 1 336 800 \$ d'ici le 31 décembre 2015 en lien avec les financements accreditifs réalisés en 2014. Au 31 mars 2015, la Société a engagé 388 890 \$ de dépenses admissibles.

Il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société seront admissibles comme frais d'exploration canadiens même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. Dans un tel cas, la Société indemnisera chaque souscripteur d'actions accreditives pour les impôts supplémentaires à payer par le souscripteur à la suite de l'échec de la Société à renoncer aux dépenses admissibles comme convenu.

Au 31 mars 2015, la Société avait déposé auprès du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et de la Commission de protection du territoire agricole des montants de 91 760 \$ et 24 000 \$

respectivement à titre d'exécution partielle de ses obligations de garanties financières requises pour les coûts de restauration des sites Astoria et Augmitto. La Société estime que le montant total des coûts de restauration pour ces sites, tel qu'exigés par les autorités gouvernementales précitées, sera d'approximativement 592 000 \$ et 24 000 \$ respectivement. La Société est actuellement en discussion avec les autorités gouvernementales pour l'approbation du plus récent plan de fermeture de ces sites miniers et du montant des coûts de restauration qui y est prévu. La Société est de plus en attente d'une réponse des autorités concernant le montant et la forme des garanties supplémentaires pouvant être requises.

Estimations comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

La base d'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant le recours à des estimations et des jugements, et les principes comptables importants sont inchangés comparativement à ceux énoncés dans la note 4 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Les jugements critiques posés lors de l'évaluation de méthodes comptables adoptées sont liés à la comptabilisation des transactions avec Cancor et Cogitore qui ont été enregistrées comme une acquisition d'actifs étant donné que Cancor et les actifs acquis de Cogitore ne correspondent pas à la définition d'une entreprise selon IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations sur les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours du prochain exercice financier sont les suivantes:

- Recouvrabilité des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation;
- Évaluation des crédits d'impôt relatifs à des ressources et des crédits de droits miniers remboursables;
- Évaluation de la provision pour remise en état du site;
- Évaluation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions;
- Recouvrabilité des actifs d'impôt différé;
- Évaluation de la juste valeur des bons de souscription émis et du passif lié aux actions accréditives.

Normes comptables futures

Les nouvelles normes suivantes ont été publiées mais n'ont pas encore été appliquées par la Société:

i) IFRS 9 - Instruments financiers

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relation et couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

ii) IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017. L'application anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la Société à la fin de la période terminée le 31 mars 2015. Sur la base de cette évaluation, les dirigeants ont conclu qu'à cette date, ces contrôles et procédures de la communication de l'information étaient satisfaisants.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef des finances ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de

l'information financière de la Société au 31 mars 2015. Sur la base de cette évaluation, les dirigeants ont conclu qu'à cette date, ledit contrôle interne de l'information financière était satisfaisant.

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenu pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2015 et se terminant le 31 mars 2015 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qui aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Divulgence d'informations de nature technique et scientifique

La personne qualifiée en vertu du Règlement 43-101 qui révisé et approuve l'information de nature technique et scientifique divulguée dans les communiqués de presse et les autres documents d'information continue de la Société est Gérald Riverin, Ph D., P. Géo.

Transactions avec des parties liées

David Crevier, le président du conseil et chef de la direction et un administrateur de la Société, est un associé de Colby Monet s.e.n.c.r.l., un cabinet d'avocats qui a fourni des services juridiques à la Société d'un montant de 113 259 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015.

Au cours de la même période, une somme de 12 500 \$ a été versée à titre de redevance à Société Minière Alta Inc., une société dont G. Bodnar jr, un administrateur de la Société, est le seul actionnaire.

Information sur les actions en cours

Le capital autorisé de la Société consiste d'un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A dont 233 792 001 étaient émises et en cours au 14 mai 2015. À cette date, la Société avait également des options et des bons de souscription en cours visant l'achat d'un total de 19 313 926 actions à des prix variant de 0,08 \$ à 0,30 \$ l'action.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels à l'égard de la Société sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.